



## CHAPITRE 67

Loi concernant la Ville de Québec

[Sanctionnée le 11 mars 1970]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Règle-  
ments  
déclarés  
valides.

**1.** Les règlements numéros 1790, 1791, 1792, 1793, 1794 et 1795 de la Ville de Québec ne requièrent aucune autre approbation que celles du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec et sous cette réserve, sont déclarés valides.

Obliga-  
tions en  
euro-  
dollars  
autori-  
sées.

**2. 1.** Sous réserve de l'obtention de l'autorisation prévue à l'article 15 de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 171), la ville est autorisée à émettre des obligations, sur le marché de l'eurodollar, pour un montant de \$10,000,000 en monnaie légale des États-Unis d'Amérique, en vertu des règlements mentionnés à l'article 1.

Paiement  
de taxe  
avec  
retenue à  
la source.

**2.** La ville peut prévoir dans ces obligations que si après la date qu'elles portent, le gouvernement du Canada, le gouvernement du Québec ou une autre autorité investie des pouvoirs de taxation nécessaires, au Canada ou au Québec, impose une taxe avec retenue à la source, portant sur le paiement du principal des obligations à des personnes qui ne résident pas au Canada ou sur le paiement à de telles personnes des intérêts ou primes sur ces obligations, s'il en est, elle paiera, aux conditions qu'elle peut déterminer dans ces obligations, le plein montant de cette taxe, à l'autorité qui l'aura imposée, pour

## CHAPTER 67

An Act respecting the City of Québec

[Assented to 11th March 1970]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** By-laws numbers 1790, 1791, 1792, 1793, 1794 and 1795 of the City of Québec shall require no other approval than that of the Minister of Municipal Affairs and of the Québec Municipal Commission and subject to such reservation are declared valid.

By-laws  
valid-  
ated.

**2. (1)** Subject to obtaining the authorization provided for in section 15 of the Municipal and School Debt and Loan Act (Revised Statutes, 1964, chapter 171), the City is authorized to issue debentures, on the Eurodollar market, for a principal amount of \$10,000,000 in lawful money of the United States of America, pursuant to the by-laws mentioned in section 1.

Euro-  
dollar  
deben-  
tures  
author-  
ized.

**(2)** In such debentures the City may provide that, subject to such conditions as it may determine, if at any time after the date thereof any withholding tax shall be imposed by the government of Canada or of the Province of Québec or any other taxing authority therein or thereof with respect to the payment to non-residents of Canada of the principal of, or interest or premium, if any, on, the debentures, the City shall pay to the government of Canada or of the Province or to such other taxing authority, as the case may be, on behalf of the bearers of the debentures or coupons, as the case

Payment  
of with-  
holding  
tax.

le compte des porteurs des obligations ou des coupons qui ne sont pas des résidents du Canada, selon le cas, de sorte que le montant payé par la ville à ces porteurs soit égal au plein montant du principal, des intérêts ou des primes prévus dans ces obligations.

Fonds  
d'amortis-  
sement.

3. Dans ces obligations qui ne sont assujetties à aucune disposition d'une autre loi du Québec ayant trait aux fonds d'amortissement, la ville peut prévoir un fonds d'amortissement, administré par elle ou par un ou plusieurs agents au Canada ou en dehors du Canada, aux termes duquel la ville sera tenue de racheter et d'annuler des obligations en cours de cette émission au montant, à l'époque, aux endroits et de la façon prévus dans ces obligations.

Autres  
conditions  
d'émission.

4. Ces obligations peuvent être émises comme obligations au porteur, n'ont pas besoin d'être initialées, enregistrées, enregistrables ou paraphées et peuvent être émises avec des coupons d'intérêt y attachés qui deviennent payables quand les versements d'intérêt qu'ils représentent deviennent dus; ni ces obligations ni les coupons qui y sont attachés ne sont assujettis aux quatre derniers alinéas de l'article 322 de la Charte de la Ville de Québec non plus qu'à la section IX de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires.

Condi-  
tions  
détermi-  
nées par  
simple  
résolu-  
tion.

5. Nonobstant toute disposition législative inconciliable, le conseil de la ville peut, par simple résolution qui ne requiert aucune autre approbation que celles du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, déterminer tous les termes et conditions de ces obligations, y compris celles prévues aux paragraphes 2, 3 et 4, et de leur vente.

Disposi-  
tion appli-  
cable.

6. Ces obligations sont assujetties à l'article 326a de la Charte de la Ville de Québec.

Montant  
à inclure  
au service  
de la dette  
pour  
fonds  
d'amor-  
tissement.

7. En affectant chaque année au budget d'un exercice les sommes requises pour le service de la dette de la ville, le conseil de cette dernière doit y inclure le plein montant du paiement du fonds d'amortissement exigible au cours de cet exercice en rapport avec lesdites obligations. Pour autant que le montant du paiement du

may be, who are non-residents of Canada, the full amount of such tax so that the amount paid by the City to such bearers will be equal to the full amount of such principal, interest or premium stipulated in such debentures.

(3) In such debentures, which shall be subject to no provisions relating to sinking funds of any other law of the Province of Québec, the City may provide for a sinking fund which may be administered by the City or by one or more paying agents within or without Canada, and pursuant to which the City shall be obligated to redeem and cancel outstanding debentures of the same issue in such amounts, in such manner, and at such places and such times as shall be provided in such debentures.

(4) Such debentures may be issued as bearer debentures, need not be initialed, registered or registerable, may have interest coupons attached which shall be payable when the instalments of interest represented thereby become due, and neither such debentures nor the coupons attached thereto shall be subject to the last four paragraphs of section 322 of the City's Charter or Division IX of the Municipal and School Debt and Loan Act.

(5) Notwithstanding any inconsistent legislative provision, the council of the City may, by simple resolution, which shall require no other approval than that of the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission, determine all the terms and conditions, including those provided for in subsections 2, 3 and 4, of such debentures, and with respect to their sale.

(6) Such debentures shall be subject to section 326a of the Charter of the City of Québec.

(7) In budgeting each year for the sums required for debt service of the City, the council of the City shall include the full amount of the sinking fund payment due during such year with respect to such debentures. To the extent that the aggregate sinking fund payment provided for in such debentures as determined pursuant

Sinking-  
funds.

Other  
conditions  
of issue.

Resolu-  
tion to  
deter-  
mine  
terms,  
etc.

Provision  
to apply.

Amount  
to be  
included  
in debt  
service  
budget-  
ing.

fonds d'amortissement stipulé dans lesdites obligations tel que déterminé en vertu du paragraphe 5 excède, au cours d'un exercice, le montant de l'amortissement de l'emprunt prévu aux règlements mentionnés à l'article 1, la ville peut, avec l'autorisation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, emprunter jusqu'à concurrence d'un montant égal à la différence entre ledit paiement de fonds d'amortissement et le montant de l'amortissement ci-dessus et créditer le produit de cet emprunt aux revenus de l'exercice.

Prélèvement de taxe spéciale au cas d'insuffisance de revenus.

8. Le service de la dette des obligations constitue une charge directe des revenus généraux de la ville et, en autant que lesdits revenus sont insuffisants pour acquitter, à échéance, le plein montant des paiements du fonds d'amortissement, du principal, des intérêts et de la prime, s'il y a lieu, de même que les montants de la taxe de retenue à la source tel que ci-dessus, en rapport avec les obligations, le conseil de la ville, nonobstant la restriction contenue à l'article 289 de la Charte de la ville ou toute autre restriction de quelque nature que ce soit, doit imposer sur les immeubles imposables du territoire de la ville et prélever une taxe spéciale suffisante pour effectuer lesdits paiements à échéance.

Consolidation de déficit.

3. Avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, la Ville de Québec est autorisée à consolider le déficit budgétaire de son exercice financier 1970/1971.

Entrée en vigueur.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sanction.

to subsection 5 exceeds in any year the aggregate amount of amortization of the loan provided for in the by-laws mentioned in section 1, the City may, with the approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Québec Municipal Commission, contract loans to refund an amount equal to the difference between the amount of such sinking fund payment and of such amortization and credit to its revenues for such fiscal year the proceeds of such refunding loans.

(8) The debt service on such debentures shall constitute a direct charge on the general revenues of the City and, to the extent that such revenues are inadequate to pay the full amount of sinking fund and principal payments or interest and premium, if any, as well as amounts with respect to withholding taxes as aforesaid, with respect to such debentures, when due, the council of the City shall impose on the taxable immovables of the territory of the City and levy a special tax sufficient to make such payments when due without regard to the limitation set forth in section 289 of the City's Charter or any other limitation whatsoever.

Special tax to be levied when revenues inadequate.

3. With the previous approval of the Québec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, the City of Québec is authorized to consolidate the budgetary deficit of its financial year 1970/1971.

Consolidation of deficit.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.